

Doit-on tirer de ce nouvel échec que les travailleurs sont vraiment incapables de se battre avec succès contre la coalition patronat-gouvernement ? Est-ce désormais celle-ci qui possède l'avantage, la force et l'initiative ? Et ne reste-t-il plus qu'à attendre, résignés, la conclusion logique de cet état de choses : la misère et la guerre ?

Nous savons que bien des camarades pensent aujourd'hui à cela. C'est ce qui nous pousse plus que jamais à examiner les véritables raisons de cette nouvelle défaite qui, seules, peuvent nous permettre de surmonter la démoralisation et d'envisager de nouveaux combats.

Car, cette fois, l'action avait été engagée en commun par tous les syndicats : la division syndicale était surmontée. Pourtant ça n'a pas tourné rond. Il s'est même passé des choses assez curieuses dans cette grève et finalement, nous n'avons pas arraché la victoire.

o o o

Le 16 février, les gars de chez Ford donnaient le signal de la lutte. C'est la veille de l'entrevue syndicats patronaux-syndicats ouvriers d'où devait sortir la proposition patronale des 5%.

C'est ensuite la "consultation" des travailleurs qui doit décider de l'action à entreprendre. Et les référendums commencent. Ils donnent dans la majorité des cas d'écrasantes majorités, d'autant plus significatives qu'elles sont acquises au vote secret. Ils traduisent l'incontestable volonté de combat des travailleurs.

De plus, c'est la première fois que les dirigeants syndicaux se mettent d'accord pour engager une action commune. C'est la première fois qu'ils semblent aussi vouloir en référer aux ouvriers. Les référendums se multiplient, mais lentement.

Quand Peugeot se met en grève, il y a déjà 15 jours que Ford est dans le bain. La sidérurgie de l'Est part trois semaines après les premiers, et quand les métallos de St Nazaire se mettront de la partie, les reprises seront déjà bien avancées. Et tout ceci aux yeux des dirigeants syndicaux semble sans gravité, rien de presse. FRACHON ne déclarait-il pas le 17/2 :

"Vous allez continuer la lutte pour les 3.000 frs... Ne le faites pas en ordre dispersé. S'il vous faut quelques jours de plus pour convaincre ceux des travailleurs qui n'ont pas encore compris la manœuvre de l'ennemi, prenez - les et expliquez-leur de quoi il retourne".

o o

Mais, jusqu'ici, l'échelonnement des débrayages dans la métallurgie pouvait à la rigueur être mis sur le compte d'un manque d'organisation et d'une absence de coordination syndicale.

Mais où la chose devient suspecte, c'est lorsqu'elle se répète exactement de la même façon, dans les autres corporations. Dans les Transports parisiens les syndicats décident en commun de consulter le personnel. Nous sommes le 23 Février. Il va d'abord falloir 5 jours pour voter, un 6ème pour faire le total de l'addition et une semaine de réflexion pour que les dirigeants veuillent bien appliquer la décision des travailleurs. La grève commencera le 6 mars. Inutile de dire à qui a profité tout ce temps. A la direction et au gouvernement qui ont pu tranquillement préparer leur dispositif de "sécurité" et convaincre leurs jaunes.